

L'IA s'installe dans les entreprises françaises : une diffusion rapide, mais des gains de productivité encore limités

L'intelligence artificielle (IA) se diffuse rapidement dans les entreprises françaises : début 2026, plus des deux tiers des entreprises d'au moins 20 salariés déclarent utiliser des outils d'IA générative. Cette diffusion masque toutefois une forte hétérogénéité des usages. La plupart des entreprises recourent principalement à des applications généralistes de l'IA, notamment dans les fonctions support ou transversales (administration, ventes). Les secteurs les plus intensifs en connaissances se distinguent toutefois par des usages plus spécialisés et une intégration plus poussée de l'IA dans leurs processus de production et d'innovation.

À ce stade, les effets économiques observés demeurent limités et concernent principalement des gains de productivité. Les entreprises anticipent toutefois des effets plus marqués au cours des trois prochaines années, avec des gains de productivité plus importants et un effet modérément négatif sur l'emploi. Elles prévoient également de poursuivre leurs investissements liés à l'IA, sans anticiper de baisse significative de leurs prix de vente. Ces résultats suggèrent que l'enjeu économique réside désormais moins dans l'adoption de l'IA que dans sa capacité à transformer durablement l'organisation et la performance des entreprises.

Véronique GENRE, Léo PARPAIS

Direction des Enquêtes de conjoncture et des Analyses microéconomiques et structurelles
Service des Enquêtes économiques de conjoncture

Codes JEL
O33, D22,
C83, O47

67 %

la part des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA générative début 2026

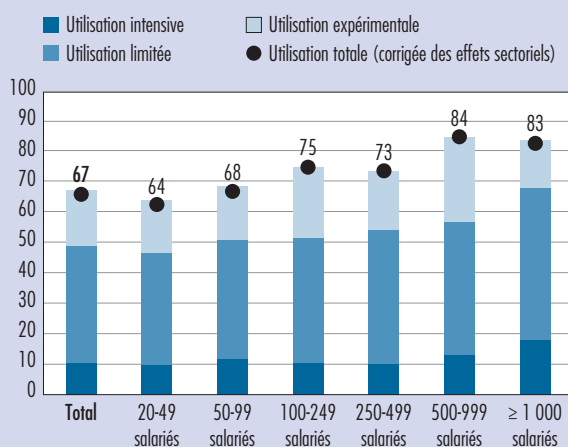
38 %

la part des entreprises citant le manque de cas d'usage comme principal frein à un développement plus poussé de l'IA

31 %

la part des entreprises utilisatrices de l'IA générative constatant déjà un gain de productivité

Utilisation de l'IA générative par taille d'entreprise et niveau d'intensité
(en % des entreprises)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).
Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

1 Deux tiers des entreprises françaises d'au moins 20 salariés déclarent utiliser l'IA générative début 2026, principalement dans des fonctions support

Entre fin février et début avril 2026, quelque **7 000 entreprises de l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France** ont été interrogées sur leur **usage de l'intelligence artificielle (IA)** ¹. Les résultats ont été redressés afin d'être représentatifs de la taille des entreprises et des secteurs d'activité couverts par l'enquête, soit environ la moitié de l'économie française ². Les taux d'adoption de l'intelligence artificielle (IA) mettent en évidence une forte hétérogénéité selon la taille des entreprises et le type d'IA considéré ³.

Contrairement à l'IA traditionnelle, ou prédictive, l'IA générative présente un faible coût d'entrée et une diffusion rapide

L'**IA générative**, dont l'apparition est la plus récente, est déjà aujourd'hui **largement diffusée** (cf. graphique 1a) : 67 % des entreprises d'au moins 20 salariés ⁴ en déclarent un usage, principalement limité ou expérimental. Elle présente en effet une barrière à l'entrée relativement faible, à la fois en matière de compétences techniques et de disponibilité des données (textuelles non structurées). Elle peut être utilisée directement par les salariés au travers d'outils standardisés (assistants conversationnels, de type ChatGPT ; ou intégrés aux suites bureautiques, comme

Microsoft Copilot). Son adoption progresse assez nettement avec la taille de l'entreprise ⁵ : la part d'entreprises l'utilisant est de 64 % parmi les plus petites considérées dans l'enquête (20 à 49 salariés), contre 83 % parmi les plus grandes (1 000 salariés ou plus) ⁶.

L'**IA non générative, ou prédictive, est sensiblement moins répandue** (cf. graphique 1b) : seul environ un tiers des entreprises de 20 salariés et plus déclarent ainsi l'utiliser. Elle repose souvent sur l'exploitation de données structurées et nécessite des capacités d'intégration plus importantes, ce qui tend à réserver son adoption aux entreprises les plus matures numériquement. Son adoption apparaît beaucoup plus sensible à la taille de l'entreprise : la proportion d'utilisateurs passe de 31 % parmi les entreprises les plus petites (20 à 49 salariés) à 60 % parmi les plus grandes (1 000 salariés ou plus). Les usages intensifs sont également plus fréquents dans les grandes entreprises, qui disposent d'un plus grand nombre de cas d'usage potentiels, de ressources financières plus importantes, et de compétences spécialisées facilitant l'expérimentation puis le déploiement de solutions d'IA à grande échelle.

Ces résultats suggèrent l'existence de deux dynamiques de diffusion, distinctes et complémentaires : i) une **diffusion large et rapide de l'IA générative**, portée par la simplicité d'accès aux outils ; et ii) une **diffusion plus graduelle de l'IA non générative**, davantage conditionnée par les capacités organisationnelles et numériques des entreprises.

1 Le questionnaire de l'enquête se trouve en annexe. Les banques centrales du G7 ont engagé en 2026 un travail d'harmonisation de leurs enquêtes relatives à l'IA, afin de suivre l'évolution de son adoption et de ses usages de manière comparable entre pays. Le présent article expose les résultats de l'enquête menée pour la France. Une étude comparative des résultats obtenus en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie est actuellement en préparation et devrait faire l'objet d'une publication commune d'ici fin 2026. Par ailleurs, l'Insee conduit régulièrement des enquêtes sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises : la plus récente est centrée sur l'IA (Lefebvre, 2026).

2 L'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) couvre l'industrie manufacturière, la construction et une large partie des services marchands. Elle exclut notamment les services financiers, l'immobilier et l'assurance, les services publics et le commerce.

3 L'enquête distingue notamment entre IA générative (par exemple agents conversationnels, assistants virtuels et outils permettant la création de code, d'images, de contenus audio et vidéo), IA non générative (fouille de textes [text mining], reconnaissance vocale et d'images, apprentissage automatique), robotique, et véhicules autonomes.

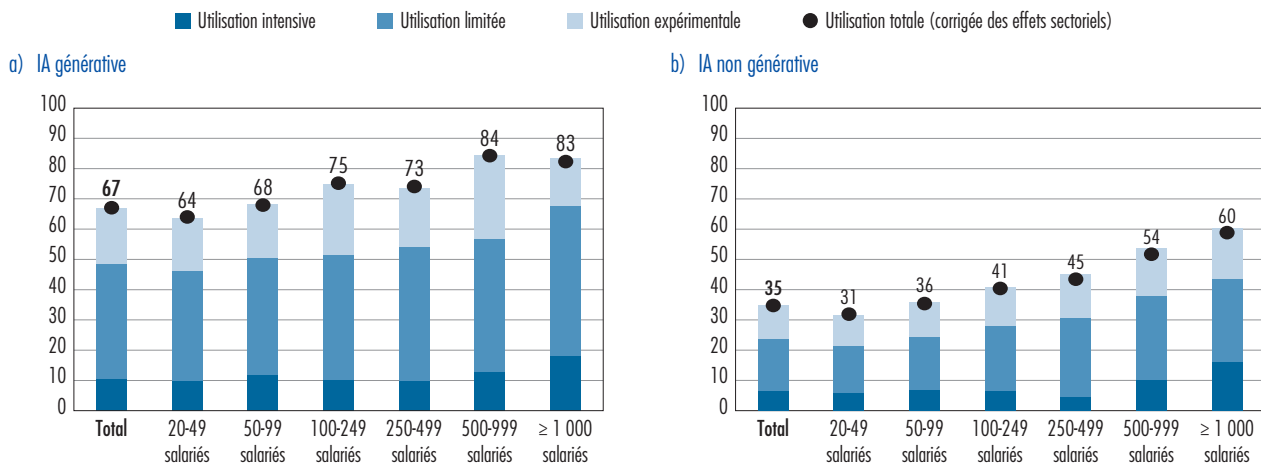
4 Dans toute l'enquête et dans le présent article, l'analyse est restreinte aux entreprises de 20 salariés et plus, l'échantillon n'étant pas suffisamment représentatif pour les entreprises de taille inférieure à ce seuil.

5 La part d'utilisation de l'IA (générative ou non générative) par taille d'entreprise reste très peu modifiée après correction des effets de composition sectorielle.

6 Nos résultats sont proches, en matière d'adoption par taille d'entreprise, de ceux de l'enquête sur l'accès des entreprises de la zone euro au financement pour le quatrième trimestre 2025 (Survey on the Access to Finance of Enterprises in the euro area [SAFE] – Fourth quarter of 2025). Pour les entreprises françaises, une différence notable est la part plus élevée de l'usage intensif dans notre échantillon.

G1 Utilisation de l'IA par taille d'entreprise et niveau d'intensité

(en % des entreprises)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Notes : IA, intelligence artificielle.

Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

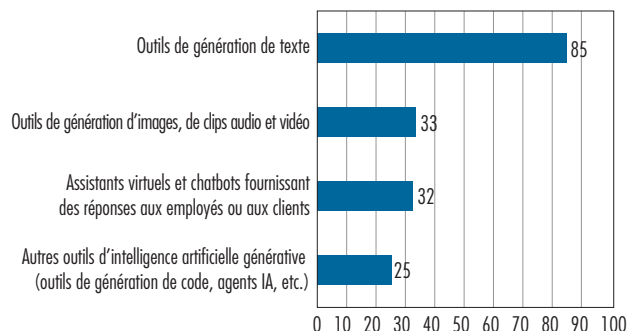
Les technologies d'IA sont principalement utilisées par les entreprises dans leurs fonctions support

Les entreprises qui utilisent l'IA générative recourent principalement à des **outils généralistes de génération de texte**. Ceux-ci sont utilisés par 85 % d'entre elles, bien davantage que les outils de génération d'images ou de vidéos, ou que les applications plus spécialisées comme les assistants virtuels et les agents d'IA (cf. graphique 2). Cette répartition varie peu selon la taille de l'entreprise. Par ailleurs, 74 % des entreprises utilisatrices déclarent employer l'IA principalement dans des **fonctions support** (marketing, administration, finance-comptabilité ou ressources humaines), contre seulement 14 % déclarant l'utiliser en premier lieu dans leurs **activités de production** (cf. graphique 3). L'adoption de l'IA passe donc aujourd'hui principalement par des usages simples de rédaction, de synthèse d'information et de préparation de documents, plus faciles à mettre en œuvre et moins coûteux que les applications directement intégrées aux processus productifs.

Quant aux **assistants IA** (chatbots, assistants virtuels, etc.), ils apparaissent comme un **marqueur de maturité plus avancé**, caractéristique des entreprises ayant des usages

G2 Types d'outils d'IA générative utilisés

(en % des entreprises 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA générative)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

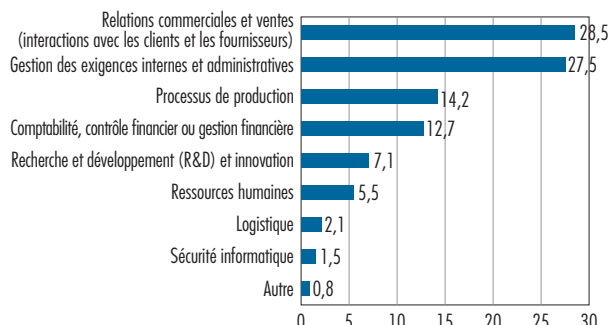
Note : Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

plus diversifiés et sophistiqués des technologies d'IA. Leur utilisation augmente fortement avec la taille de l'entreprise : ils sont utilisés par 32 % des entreprises de 20 salariés et plus ayant recours à l'IA générative, contre 58 % de celles de plus de 1 000 salariés. Les **grandes entreprises** ont ainsi davantage recours à des assistants intégrés à leurs outils de travail ou à leurs systèmes

G3 Principal domaine d'utilisation de l'IA

(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Note : Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

d'information, dont le déploiement nécessite généralement plus d'investissements et d'efforts d'intégration que les simples outils de génération de contenu.

Pour les entreprises ne recourant pas à l'IA, le principal frein à son adoption est **l'absence de cas d'usage identifiés**. Ce facteur est cité par 49% des entreprises d'au moins 20 salariés, loin devant le manque de compétences

techniques (24%) et les contraintes financières (9%) [cf. graphique 4b]. La principale difficulté réside donc plutôt dans l'identification d'applications de l'IA apportant une valeur ajoutée au-delà des gains d'efficacité dans les fonctions support. À ce stade, le coût apparaît comme un obstacle secondaire.

2 Les usages les plus matures de l'IA, à forte valeur ajoutée, sont encore restreints aux secteurs spécialistes du traitement de l'information

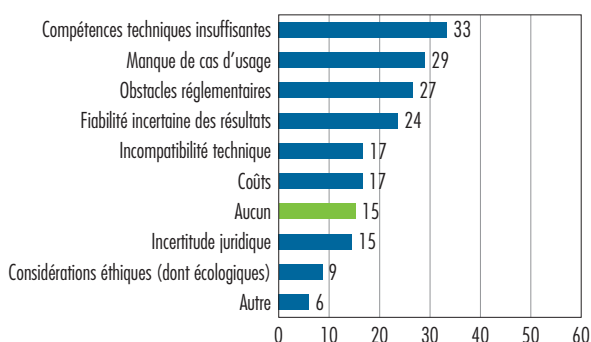
Les usages intensifs de l'IA et les gains de productivité se concentrent dans les secteurs du traitement de l'information

Les usages les plus intensifs de l'IA se concentrent dans les secteurs de service dont l'activité repose fortement sur **la production, le traitement ou l'analyse de l'information** (cf. graphiques 5a et 5b). L'information-communication et les activités spécialisées, scientifiques et techniques se distinguent nettement : respectivement 33% et 17% d'entreprises y déclarent un usage intensif de l'IA générative. Ces secteurs présentent également les taux d'adoption les plus élevés de l'IA générative (91% et 84%) comme de l'IA non générative (67% et 53%).

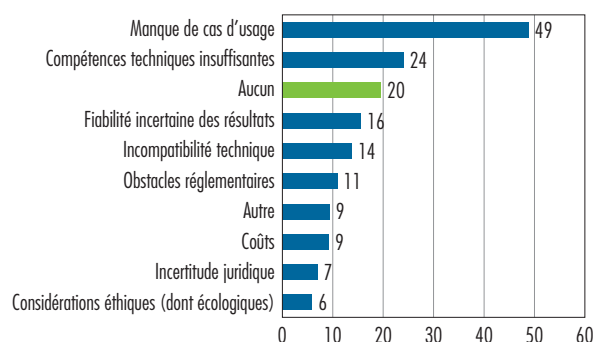
G4 Obstacles à l'utilisation de l'IA

(en % des entreprises de 20 salariés et plus)

a) Parmi les entreprises déclarant utiliser l'IA



b) Parmi les entreprises déclarant ne pas utiliser l'IA



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

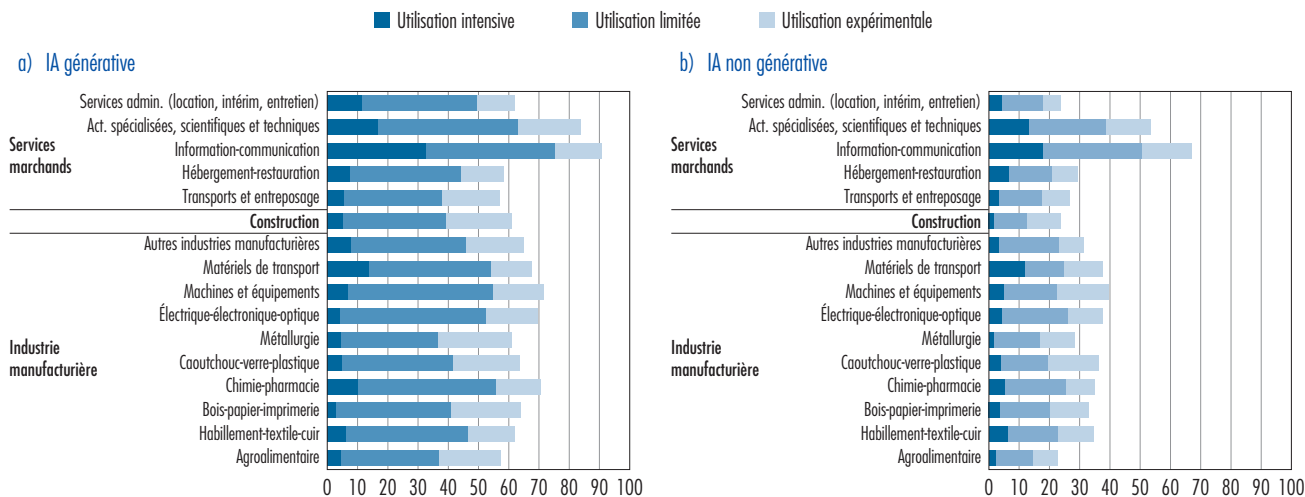
Notes : Pour le détail des modalités de réponse proposées (choix multiple), cf. annexe. Certaines réponses « Autre (veuillez préciser) » ont été ici reclassées.

Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

G5 Taux d'utilisation de l'IA par secteur d'activité

(en % des entreprises de 20 salariés et plus)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Note : Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

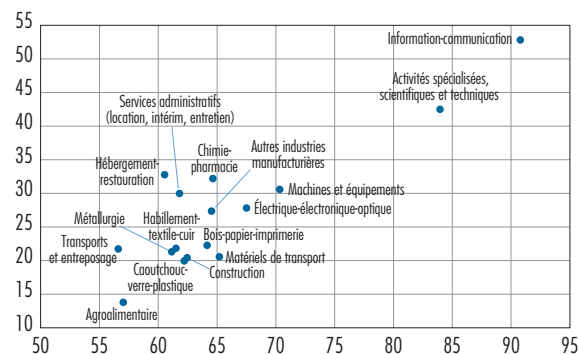
Ces mêmes secteurs sont aussi ceux qui déclarent le plus fréquemment des gains de productivité liés à l'IA (cf. graphique 6). Cette convergence suggère que les applications de l'IA y sont plus facilement identifiées et intégrées aux processus de production, en raison de la place centrale qu'y occupent les données, l'information et les connaissances.

À l'inverse, dans les secteurs où la création de valeur repose davantage sur des activités physiques, logistiques ou relationnelles, la diffusion de l'IA apparaît plus limitée.

Certains secteurs industriels se distinguent néanmoins par des usages intensifs de l'IA au sein d'un nombre restreint d'entreprises. C'est notamment le cas de la fabrication de matériels de transport, où l'utilisation intensive est plus fréquente que dans le reste de l'industrie, tant pour l'IA non générative (12 %, contre 4 % en moyenne) que pour l'IA générative (14 %, contre 6 %). La chimie-pharmacie se démarque également pour l'IA générative, avec 10 % d'entreprises déclarant un usage intensif. Ces résultats suggèrent que certains secteurs industriels à forte intensité technologique exploitent déjà l'IA de manière avancée, même si ces usages restent concentrés dans un nombre limité d'entreprises innovantes.

G6 Utilisation de l'IA générative et gains de productivité observés, par secteur

(en abscisse, taux d'utilisation de l'IA générative début 2026 ; en ordonnée, part des entreprises déclarant avoir observé une hausse de la productivité liée à l'adoption de l'IA [solde net d'opinion] au cours des trois dernières années)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Lecture : Dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques, 84 % des entreprises déclarent utiliser l'IA générative (de manière intensive, limitée ou expérimentale). Pour les entreprises de ce même secteur, 42,5 % des entreprises déclarent avoir observé une hausse de la productivité liée à l'adoption de technologies d'IA au cours des trois dernières années (solde net d'opinion de la part des déclarations de baisse).

Note : Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

L'intégration de l'IA aux processus de production distingue les secteurs les plus avancés

Les secteurs qui utilisent le plus l'IA sont également ceux qui en développent les usages les plus spécialisés et les plus intégrés à leur activité (cf. graphique 7). Alors que les outils de génération de texte ou de contenus audiovisuels sont largement répandus dans tous les secteurs – 85 % à 95 % des utilisateurs de l'IA générative –, certains secteurs recourent plus fréquemment à des outils spécialisés tels que les assistants IA, les outils de génération de code ou les systèmes agentiques. C'est notamment le cas du secteur de l'information-communication (78 %), devant les matériels de transport (62 %) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (55 %).

Ces mêmes secteurs déclarent également plus souvent utiliser l'IA principalement dans leurs processus de production ou dans leurs activités de recherche et développement. C'est le cas de 55 % des entreprises de l'information-communication et de 35 % de celles des activités spécialisées, scientifiques

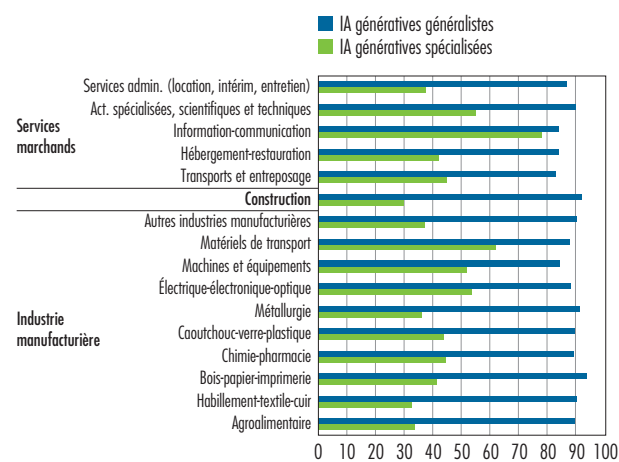
et techniques (cf. graphique 8). Ces résultats suggèrent que les usages les plus avancés de l'IA reposent moins sur des outils généralistes de génération de contenu que sur leur intégration dans les activités productives et d'innovation.

Ces données sont également cohérentes avec l'hypothèse selon laquelle les gains de productivité associés à l'IA dépendent moins de son adoption en tant que telle que de son **degré d'intégration** aux processus métier. Les usages limités aux fonctions support peuvent permettre des gains d'efficacité ponctuels, tandis que les gains les plus importants pourraient être associés à des applications directement liées aux activités de production, d'innovation ou de développement des entreprises. Cette hypothèse mériterait toutefois d'être confirmée par des analyses complémentaires.

Les réponses des entreprises utilisatrices montrent par ailleurs que l'adoption de l'IA est encore en cours de diffusion. Alors que les entreprises non utilisatrices citent principalement l'absence de cas d'usage identifiés comme frein à l'adoption, les entreprises déjà utilisatrices évoquent plutôt des difficultés liées au manque de compétences techniques, aux obstacles réglementaires (protection des données, confidentialité) ou aux limites de fiabilité des résultats (cf. graphique 4 *supra*).

G7 Diversification des outils d'IA générative par secteur d'activité

(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA générative)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

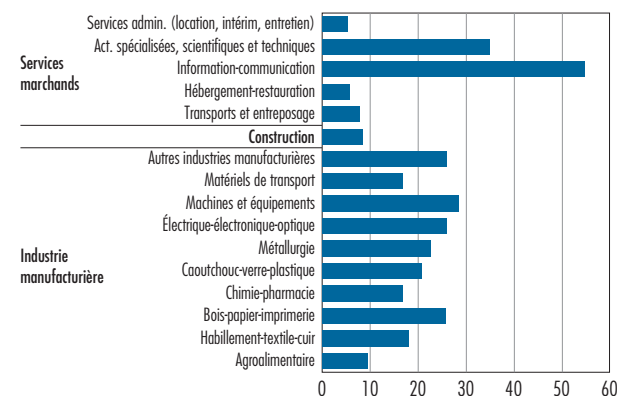
Notes : Les IA génératives « généralistes » couvrent la génération de textes, d'images, de clips audio et vidéo. Les IA génératives « spécialisées » couvrent toutes les autres réponses, notamment les assistants IA, les outils de génération de code et les systèmes agentiques.

Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

G8 Part des entreprises utilisant l'IA principalement dans le processus de production ou la recherche-développement

(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Note : Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

Les difficultés évoquées par les entreprises déjà utilisatrices sont ainsi moins liées à l'identification des usages qu'à leur déploiement à grande échelle. Elles pourraient être progressivement réduites par le développement des compétences, la mise à disposition de solutions prêtes à l'emploi, l'adaptation des infrastructures numériques aux enjeux de confidentialité des données, et l'amélioration de la fiabilité des résultats de la part des fournisseurs de ces technologies.

3 Des entreprises optimistes quant aux gains de productivité, mais des conséquences incertaines sur l'emploi et les prix

Si les entreprises sont optimistes quant aux gains de productivité liés à l'IA, elles anticipent toutefois un effet modérément négatif sur l'emploi et des coûts d'investissement notables

Les gains de productivité inégaux et les effets modestes sur l'emploi décrits par les entreprises suggèrent une forte part des usages expérimentaux de l'IA et une intégration imparfaite dans les processus productifs. Une minorité des entreprises utilisant les technologies d'IA constate des gains de productivité : 31 % chez les utilisatrices de l'IA générative⁷, 41 % pour celles de l'IA non générative (cf. graphique 9). L'effet observé sur l'emploi est quant à lui modérément négatif : seules 2 % (en solde net) des entreprises utilisatrices de l'IA générative imputent à cette technologie une diminution de leurs effectifs, contre 3 % des entreprises utilisatrices de l'IA non générative. En revanche, une part bien plus importante des entreprises témoigne d'une hausse de leurs investissements liés à l'IA (respectivement 15 % et 22 % en solde net pour les entreprises utilisatrices d'IA générative et non générative), avec une répercussion sur les prix des produits, pour lesquels davantage d'entreprises constatent une évolution à la hausse (4 % et 6 % en part brute respectivement) qu'à la baisse (1 % et 2 % respectivement).

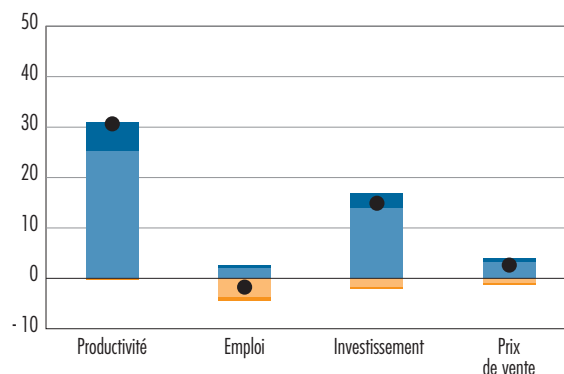
À l'horizon de trois ans, les entreprises sont optimistes quant aux gains de productivité liés à l'IA. Elles anticipent

G9 Effets observés des technologies d'IA au cours des trois dernières années

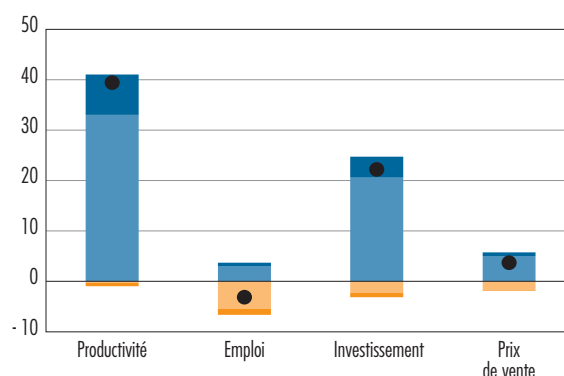
(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA au début de 2026)

■ Hausse significative ■ Baisse significative ● Solde net d'opinion
■ Hausse modérée ■ Baisse modérée

a) Parmi les entreprises utilisant l'IA générative



b) Parmi les entreprises utilisant l'IA non générative



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Notes : Le solde net d'opinion correspond à la part des déclarations de hausse moins celle des déclarations de baisse. Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

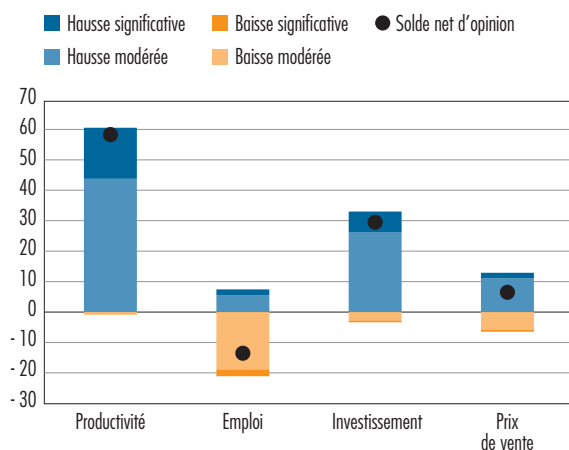
Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

une amplification des effets économiques déjà observés : de possibles réductions d'effectifs, et une poursuite des investissements ainsi que des hausses des prix de vente (cf. graphique 10 *infra*). Une nette majorité (60%) des

⁷ Pour comparer ces chiffres à ceux de l'étude de Yotzov *et al.* (2026), il faut rapporter les gains de productivité observés à l'ensemble des entreprises interrogées, et non uniquement à celles qui utilisent l'IA, ce qui donne pour cette mesure une part de 22 % au lieu de 31 %. Dans l'étude de Yotzov *et al.* (à partir de données récoltées en novembre 2025, soit quelques mois avant l'EMC de la Banque de France menée début 2026) et portant sur 6000 dirigeants d'entreprises aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et en Allemagne (contre 7 000 entreprises de l'économie française pour l'EMC), la part d'entre eux qui déclaraient avoir observé un gain de productivité au cours des trois dernières années (en solde net d'opinion) est plus limitée, à 9 %.

G10 Effets anticipés des technologies d'IA au cours des trois prochaines années

(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser ou prévoir d'utiliser l'IA en 2026)



Champ : Entreprises de 20 salariés et plus. Industrie manufacturière, bâtiment et services marchands non financiers (hors commerce).

Notes : Le solde net d'opinion correspond à la part des déclarations de hausse moins celle des déclarations de baisse. Les résultats sont redressés selon le secteur et la taille des entreprises.

Source : Banque de France, enquête réalisée du 25 février au 3 avril 2026.

entreprises déclarant utiliser ou prévoir d'utiliser l'IA en 2026 anticipe ainsi un effet positif sur leur productivité, dont 17 % un effet « significatif » (contre respectivement 6 % et 8 % des entreprises utilisatrices d'IA générative et non générative ayant constaté un tel effet « significatif » entre 2023 et 2026). Les entreprises prévoyant une baisse de leurs effectifs sont moins nombreuses (21 % en part brute [dont 19 % de baisse « modérée »] et 14 % en solde net, suggérant néanmoins un réel effet de réallocation d'emplois). Un tiers des entreprises envisage une hausse de leurs investissements, témoignant de leur volonté de poursuivre leurs projets d'intégration de l'IA pour passer d'usages expérimentaux à des déploiements plus structurés. Les entreprises anticipent toujours à l'horizon 2026-2029 davantage de hausses que de baisses de prix des produits (6 % en solde net), ce qui pourrait être lié aux coûts de ces projets.

Les gains de productivité liés à l'IA pourraient transiter progressivement par plusieurs canaux au cours des prochaines années

Bien qu'elles attendent pour la plupart des gains de productivité, les entreprises anticipent plus de hausses que de baisses de prix et relativement peu de réduction de leurs effectifs⁸. Ces résultats suggèrent que les effets désinflationnistes de l'IA pourraient être plus graduels ou plus limités à court terme qu'on pourrait l'attendre d'une simple réduction des coûts de production. Ils suggèrent également que l'IA serait davantage perçue, à ce stade, comme un outil d'assistance et d'amélioration de l'efficacité que comme un substitut direct au travail.

Compte tenu des anticipations exprimées par les entreprises, une première hypothèse est que les gains de productivité liés à l'IA demeurent, pour quelques années encore, difficiles à observer à travers l'ensemble du tissu productif. Les résultats de l'enquête suggèrent en effet que les **réductions de coût permises par l'IA** pourraient, dans un premier temps, être **contrebalancées par les dépenses nécessaires à son adoption, à son intégration dans les processus de production et aux transformations organisationnelles qui l'accompagnent**. Cette interprétation est cohérente avec le fait que les entreprises anticipent plutôt une poursuite de leurs investissements qu'une baisse des prix de leurs produits. Elle est aussi cohérente avec la littérature sur la diffusion des technologies numériques⁹, qui souligne que les gains économiques associés à une nouvelle technologie dépendent souvent moins de son adoption que des investissements complémentaires et des réorganisations qu'elle engendre.

Une seconde hypothèse est que les **gains de productivité associés à l'IA** se traduiraient **d'avantage par une amélioration de la qualité des biens et services produits que par une réduction des coûts de production**. Les entreprises pourraient ainsi utiliser l'IA pour enrichir leurs produits, accélérer leurs délais de production ou proposer de nouveaux services, leur permettant à court terme de

⁸ Ce résultat concernant les variations anticipées de l'emploi sur trois ans est intermédiaire entre ceux qui sont obtenus par Yotzov *et al.* (2026) pour l'Allemagne (1 % d'entreprises anticipant une baisse de l'emploi en solde net) et pour le Royaume-Uni (33 % d'entreprises anticipant une baisse de l'emploi en solde net).

⁹ Cf. par exemple P. David (1990), « The dynamo and the computer: an historical perspective on the modern productivity paradox », *American Economic Review*, vol. 80, n° 2, mai.

gagner des parts de marché ou d'accroître leurs marges¹⁰, sans nécessairement réduire leurs prix. Sur les marchés suffisamment concurrentiels, les gains de marge tendraient toutefois à s'estomper à moyen terme, tandis que l'amélioration de la qualité pourrait perdurer. Une partie des gains économiques associés à l'IA se traduirait alors davantage par une amélioration de la qualité que par une augmentation mesurable des volumes produits ou une baisse des prix, ce qui pourrait rendre leur contribution à la croissance plus difficile à identifier dans les statistiques économiques. Cette difficulté est particulièrement marquée dans les activités de services, où les gains de qualité sont parfois imparfaitement captés par les indicateurs de production et de prix¹¹.

4 Conclusions et perspectives

Les résultats de l'enquête de la Banque de France suggèrent que l'enjeu n'est désormais plus tant celui de l'adoption de l'IA que celui de ses modalités d'utilisation et de sa capacité à produire des gains économiques mesurables. Si les entreprises anticipent majoritairement des gains de productivité, elles demeurent plus incertaines quant à leur traduction concrète en matière de prix, d'emploi ou de rentabilité.

Dans le contexte récent de multiples exemples de hausses des coûts de l'IA dans les entreprises, un enjeu important consistera à **mieux documenter la balance coûts-bénéfices associée à l'adoption de l'IA**. Les coûts engagés par les entreprises peuvent prendre des formes diverses (investissements matériels et logiciels, abonnements à des services spécialisés, dépenses de formation ou réorganisation des processus de production), tandis que les gains peuvent résulter de mécanismes variés de substitution ou de complémentarité avec le travail selon les tâches et les métiers concernés.

La forte diffusion récente de l'IA invite également à renouveler régulièrement ce type d'enquête afin de suivre l'évolution des usages et de mesurer si les expérimentations

actuelles se traduisent progressivement par des transformations plus profondes des organisations. Les effets économiques de l'IA pourraient en effet **se matérialiser après un certain délai**, à mesure que les entreprises développent de nouveaux cas d'usage, adaptent leurs processus de production et accumulent les investissements complémentaires nécessaires à leur déploiement.

Plus largement, plusieurs questions demeurent ouvertes quant aux **canaux de transmission macroéconomiques de l'IA**. Une partie des effets pourrait transiter, à court et moyen terme, par la demande induite par son déploiement, au travers des investissements en infrastructures numériques, logiciels ou services spécialisés. Une autre pourrait résulter de la diffusion des gains de productivité réalisés par les secteurs les plus avancés dans l'adoption de l'IA. L'information-communication et les activités spécialisées, scientifiques et techniques, qui concentrent les usages les plus intensifs et les plus intégrés aux processus de production, représentent en effet près de 16 % des consommations intermédiaires de l'économie française. Les gains que leurs entreprises réalisent pourraient ainsi bénéficier indirectement aux autres entreprises, par l'intermédiaire des chaînes de valeur. Cette diffusion dépendra toutefois de la capacité de ces secteurs à répercuter leurs gains dans leurs prix ou dans la qualité des services qu'ils fournissent. À cet égard, si le solde net des anticipations d'évolution des prix demeure positif, 14 % des entreprises de ces secteurs anticipent une baisse de leurs prix à l'horizon de trois ans, suggérant que les mécanismes concurrentiels pourraient favoriser une transmission au moins partielle des gains de productivité vers leurs clients.

Ces différentes hypothèses soulèvent enfin la question de la localisation de la valeur ajoutée créée. Compte tenu des fortes économies d'échelle qui caractérisent les activités numériques, une partie des dépenses et des gains associés à l'IA pourrait **bénéficier à des entreprises situées hors d'Europe**¹². L'évaluation de ces mécanismes constitue un enjeu important pour apprécier les effets macroéconomiques de l'IA sur l'économie française et européenne.

10 Cf. Mouabbi et Stumpner (2026), « Entreprises françaises : existe-t-il un écart d'adoption de l'IA ? » pour une conclusion similaire à partir des résultats de l'enquête SAFE pour la France.

11 Cf. Abdirahman *et al.* (2022), « Quel déflateur pour les services de télécommunications ? Une question de pondération », *Économie et Statistique*, n° 530-31.

12 Voir par exemple le coût des services de cloud pour les grandes entreprises européennes documenté par l'étude d'Asterès réalisée pour le Cigref, en mai 2026 : « De la dépendance technologique à la captation économique : ce que les hausses tarifaires du cloud-logiciel coûtent à l'Europe ».

Bibliographie

[Abdirahman \(M.\) et Coyle \(D.\), Heys \(R.\)](#)

[et Stewart \(W.\) \(2022\)](#)

« Quel déflateur pour les services de télécommunications ? Une question de pondération », *Économie et Statistique*, n° 530-31, p. 43-59.

[Asterès \(2026\)](#)

« De la dépendance technologique à la captation économique : ce que les hausses tarifaires du cloud-logiciel coûtent à l'Europe », étude réalisée pour le Cigref, mai.

[Banque centrale européenne \(2026\)](#)

Encadré « Adoption of artificial intelligence technologies by euro area firms: motivation and future investment plans », *Survey on the Access to Finance of Enterprises in the euro area – Fourth quarter of 2025* (enquête SAFE pour le quatrième trimestre 2025), février.

[Consulter le document](#)

[David \(P.\) \(1990\)](#)

« The dynamo and the computer: an historical perspective on the modern productivity paradox », *American Economic Review*, vol. 80, n° 2, mai.

[Lefebvre \(C.\) \(2026\)](#)

« Les technologies de l'information et de la communication dans les entreprises en 2025 », *Insee Première*, n° 2120, juillet.

[Mouabbi \(S.\) et Stumpner \(C.\) \(2026\)](#)

« Entreprises françaises : existe-t-il un écart d'adoption de l'IA ? », *Bloc-notes Éco*, billet n° 451, Banque de France, mai.

[Consulter le billet](#)

[Yotzov \(I.\), Barrero \(J.\), Bloom \(N.\), Bunn \(P.\),](#)

[Davis \(S. J.\), Foster \(K. M.\), Jalca \(A.\), Meyer \(B. H.\),](#)

[Mizen \(P.\), Navarrete \(M.\), Smietanka \(P.\),](#)

[Thwaites \(G.\) et Wang \(B. Z.\) \(2026\)](#)

« Firm Data on AI », *Federal Reserve Bank of Atlanta Working Paper Series*, n° 2026-3, mars.

Annexe

Questionnaire sur l'utilisation de l'IA dans les entreprises

Questions aux entreprises	Modalités de réponse
Parmi les technologies avancées listées ci-dessous, quel usage en est fait au sein de votre entreprise, dans le processus de production/vente et/ou dans les fonctions support ? A. Intelligence artificielle générative (par exemple : agents conversationnels, assistants virtuels et outils permettant la création autonome de textes, de code, d'images, de contenus audio ou de vidéos originales) B. Intelligence artificielle non générative (par exemple : <i>text mining</i>, reconnaissance vocale et d'images, apprentissage automatique) C. Robotique (par exemple : machines automatiquement contrôlées, reprogrammables et multifonctions) D. Véhicules autonomes	Pour chaque technologie, veuillez indiquer la situation correspondant le mieux à votre entreprise : 1. Utilisation intensive 2. Utilisation limitée 3. Utilisation expérimentale 4. Pas d'utilisation actuellement, mais une utilisation est envisagée d'ici fin 2026 5. Aucune utilisation
Quels outils d'intelligence artificielle générative sont actuellement utilisés dans votre entreprise ?	Plusieurs réponses possibles : 1. Outils de génération de texte 2. Outils de génération d'images, de clips audio et vidéo 3. Assistants virtuels et chatbots fournissant des réponses aux employés ou aux clients 4. Autres outils d'intelligence artificielle générative (par exemple : outils de génération de code, agents IA, etc.)
Dans quel domaine d'activité votre entreprise utilise-t-elle principalement l'intelligence artificielle ?	Veuillez indiquer le domaine le plus important : 1. Relations commerciales et ventes (interactions avec les clients et les fournisseurs) 2. Processus de production 3. Gestion des exigences internes et administratives 4. Logistique 5. Sécurité informatique 6. Comptabilité, contrôle financier ou gestion financière 7. Recherche et développement (R&D) et innovation 8. Ressources humaines 9. Pas concerné 10. Autre (précisez)
Dans quelle mesure pensez-vous que l'adoption de technologies d'intelligence artificielle a affecté les aspects suivants de votre entreprise au cours des trois dernières années ? • Productivité (ventes par employé) • Nombre de salariés • Dépenses d'investissement • Prix de vente	1. Hausse significative 2. Hausse modérée 3. Impact nul ou très faible 4. Baisse modérée 5. Baisse significative
Dans quelle mesure pensez-vous que l'adoption de technologies d'intelligence artificielle affectera les aspects suivants de votre entreprise au cours des trois prochaines années ? • Productivité (ventes par employé) • Nombre de salariés • Dépenses d'investissement • Prix de vente	1. Hausse significative 2. Hausse modérée 3. Impact nul ou très faible 4. Baisse modérée 5. Baisse significative

.../...

Questions aux entreprises	Modalités de réponse
Quels sont les principaux obstacles qui empêchent votre entreprise d'accroître son utilisation de l'IA dans le processus de production et/ou dans les activités de soutien ?	Plusieurs réponses possibles : 1. Coûts des abonnements ou de l'infrastructure 2. Compétences techniques insuffisantes 3. Incompatibilité avec les équipements, logiciels ou systèmes informatiques existants 4. Incertitude quant à la fiabilité des résultats 5. Obstacles réglementaires (protection des données, confidentialité) 6. Cadre réglementaire flou / Incertitude quant aux conséquences juridiques 7. Considérations éthiques (dont écologiques) 8. Manque de cas d'utilisation ou d'avantages clairs 9. Autre (veuillez préciser) 10. Aucun obstacle

Éditeur

Banque de France

Directeur de la publication

Claude Piot

Rédaction en chef

Corinne Dauchy

Secrétaire de rédaction

Alexandre Capony

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://www.banque-france.fr/fr/alertes/abonnements>

